

Nouvelle-Calédonie, 3e référendum : Paris pour l'indépendance kanake !



Depuis quelques jours les Loyalistes calédoniens et une partie des indépendantistes kanaks se retrouvent à Paris, à Matignon et rue Oudinot.

Les discussions sont alimentées par un document d'une quarantaine de pages fourni par le ministre des Outre-mer sur les conséquences du "oui" ou du "non" à l'indépendance.

Ce document qui devait demeurer confidentiel a fuité dans la presse. Rock Wamytan, un des patrons des indépendantistes, est à l'origine de cette fuite. Remarquons que les Loyalistes, en ne publiant pas le document se sont, comme d'habitude, conduits en chiens fidèles du gouvernement alors que celui-ci, à la suite de ses prédécesseurs, ne cesse de les tabasser.

Quelques mots sur ces plus de quarante pages.

Si le "non" l'emporte, la situation demeurera quasiment en l'état. Dans les faits, elle continuera à s'aggraver. La grenouille loyaliste persistera dans la marmite kanake jusqu'à ce que l'eau soit si bouillante qu'elle se découvrira définitivement cuite.

Si le "oui" devient majoritaire – rappelons une énième fois que 40 000 Calédoniens sont privés du droit de vote (ce qu'a hélas oublié Éric Zemmour dans sa chronique falote dans *Face à*

l'Info)

– <https://www.cnews.fr/emission/2021-05-25/face-linfo-du-25052021-1085484> – le nouvel État de Kanaky partira en une dérive zimbabwéenne.

La France injecte chaque année 1,5 milliard d'euros en Nouvelle-Calédonie. Le document s'interroge sur « *l'organisation de la transition financière* » en cas d'indépendance.

Les dirigeants indépendantistes ont déjà trouvé une belle manière de remplacer l'argent versé par la France, ils diminueront de moitié le salaire des femmes de ménage. On reconnaît là le génie économique du kanakysme.

La place du nickel, le départ de population après le référendum, les modalités et la durée de la transition jusqu'à l'indépendance sont aussi abordés.

Les Kanaks ricanent. Ils n'en ont rien à foutre.

Le document pose aussi la question du corps électoral restreint et figé pour les élections provinciales et les consultations sur l'indépendance. Restriction qui fait que le vote est réservé aux personnes présentes en Nouvelle-Calédonie de manière continue depuis au moins novembre 1998.

Les indépendantistes veulent encore le restreindre.

Le gouvernement n'émet pas le moindre soupir de préférence pour le "non". L'unique refus catégorique de sa part est celui de la partition du Territoire. « *La France refusera toute partition du territoire calédonien quelle qu'elle soit* », peut-on lire.

Quel qualificatif mérite un gouvernement qui ne se bat pas pour préserver l'intégrité de son espace ?

À Paris, les premières discussions sont tout de suite entrées dans le dur.



Pierre Frogier, l'homme des mauvais choix loyalistes depuis 30 ans, a eu, semble-t-il, une position un peu plus courageuse qu'habituellement.

S'adressant à Castex, il a lancé : « Ce rendez-vous parisien a lieu dans le vide politique du face-à-face référendaire que l'exercice auquel vous avez décidé de nous soumettre – les conséquences respectives du “oui” et du “non” – ne suffira pas à combler. »

Puis, s'appuyant sur les résultats d'un sondage réalisé à la demande de Matignon et dévoilé la semaine dernière, où il apparaît que 66 % des Français se déclarent favorables à la pleine souveraineté du Territoire, il a jeté : *« M. le Premier ministre, les résultats de ce sondage ne nous concernent pas. Ces résultats, ce sont les vôtres. Ceux de cet État qui hésite, hésite encore, hésite toujours entre se débarrasser de la question calédonienne ou la traiter ».*

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/referendum-en-nouvelle-caledonie-une-large-majorite-de-francais-favorable-a-une-independance-20210520>

Ce sondage ressemble de la part du gouvernement à un chantage envers les Loyalistes.

“Regardez ce que pensent les Français de Métropole et quelle est leur perception du processus d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ! Donc couchez-vous, sinon on vous refera le coup de Mitterrand en 1988.”

Cette année-là, 80 % des Français votèrent alors "oui" aux accords de Matignon qui ont amené l'archipel au délabrement actuel.

Ensuite Pierre Frogier a dressé la date du troisième référendum en poteau central des discussions. Les indépendantistes veulent la caler fin 2022. Pierre Frogier souhaite la prévoir « *le plus tôt possible, pour que nous puissions nous projeter dans la construction d'une solution commune. (...) Je me refuse de vous accompagner plus avant sur cette voie, sans engagement formel de votre part sur la date du 3^e référendum* ».

Il a, alors, quitté la réunion.

Évidemment la Macronie ne veut pas entendre parler d'une date avant la fin du mandat de Macron. La Nouvelle-Calédonie ne doit surtout pas perturber sa réélection programmée face à Marine Le Pen.

Dans un article du Figaro, – <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nouvelle-caledonie-la-france-va-t-elle-se-desengager-de-l-oultre-mer-20210528> – le géographe Laurent Chalard analyse que l'évolution de l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie laisse craindre un désengagement de l'Outre-mer.

« Depuis le deuxième référendum de 2020, au scrutin plus serré que le précédent (le "non" l'emportant à seulement 53,3 %) marqué par des incidents et une modification des listes électorales, dans un contexte de plus forte croissance démographique des Kanaks, une inflexion de la stratégie à adopter semble s'opérer au sein de l'exécutif français concernant le dossier néo-calédonien. Une forme de pragmatisme s'instaure qui commence à envisager comme un scénario crédible la possibilité de l'indépendance pour un territoire source de problème pour un État central qui a déjà beaucoup d'autres sujets sensibles à traiter, conduisant les autorités, dans le

cadre des discussions avec les élus néo-calédoniens se tenant cette semaine à Paris, à réfléchir à un éventuel "accord d'association". Ce dernier révèle un changement de paradigme, l'indépendance n'étant plus perçue comme un sujet tabou, mais apparaissant presque comme souhaitable, sinon la question n'aurait jamais été évoquée », écrit le géographe.

La Macronie paraît décidée à évacuer le problème néo-calédonien vers ce que proposait le sinistre Pisani en 1985 : l'indépendance association. Ou l'indépendance totale si les Kanaks ne veulent plus rien savoir de la France.

La boîte de Pandore ouverte, on ne la referme pas. Les autres territoires ultramarins français grâce auxquels notre pays est le deuxième au monde en termes de zone économique exclusive (ZEE), zone lui permettant d'avoir des bases militaires sur la plus grande surface de la planète, vont aussi être encouragés sous prétexte qu'ils coûtent plus qu'ils ne rapportent à choisir de couper les amarres avec la Métropole.

Si la Nouvelle-Calédonie, comme c'est probable, est indépendante, cette indépendance « est susceptible d'avoir des conséquences sur la place de la France sur l'échiquier géopolitique international, qui poursuivrait son recul, devenant définitivement une puissance de second rang, ce qu'elle n'est pas encore, n'en déplaise aux déclinistes de tous bords. Outre le risque de perdre les éléments d'une présence diplomatique, militaire et territoriale planétaire, les bonnes relations avec les nouveaux États indépendants n'étant pas assurées éternellement, il est fort à parier que d'autres puissances concurrentes ou émergentes s'empresseront de prendre la place laissée vide par les Français, probablement les Américains ou les Chinois dans le Pacifique, ces derniers pouvant s'appuyer sur la présence de communautés asiatiques en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie », conclut Laurent Chalard.

La Chine frappe déjà à la porte. Elle s'est confortablement

installée à Vanuatu, la proche banlieue insulaire de l'archipel calédonien.

Un amiral chinois aurait effectué une visite discrète en Province Nord pour rencontrer Paul Néaoutyine. Il lui aurait fait la promesse d'un accompagnement financier de la Chine après l'indépendance. Si l'information est confirmée, on saisit mieux le refus du Président marxiste de la Province Nord de se rendre dans la capitale métropolitaine.

À Paris, Pierre Frogier n'est pas le seul à prendre la lumière.



On a eu droit à un discours de Daniel Goa, Président de l'*Union Calédonienne* (UC), parti plutôt gauchiste-chrétien "progressiste" de la mouvance indépendantiste. Ce discours dont il n'a certainement pas écrit une ligne – on connaît la finesse langagière du bonhomme – est peut-être le fruit de la cervelle de Mathias Chauchat, un de ces nombreux universitaires dévoyés qui trahissent la France depuis des décennies, ces porteurs de valises qui préfèrent l'Autre, ces traîtres dont la nocivité en Algérie et en Indochine n'est plus à démontrer.



Chauchat est l'auteur d'un essai qui ne cache pas ses affinités électives et celles de son épouse.



La pédagogie vénéneuse d'un prof d'université titrait à son propos le site *Calédosphère* en 2019.

Que dit Goa ou plutôt son “nègre” ?

Il fait de la France « *la puissance administrante* », comprendre “puissance coloniale”, ce qui dès les premiers mots confirme que pour les Kanakystes, il n’y a pas d’autre voie que celle de l’indépendance.

En Nouvelle-Calédonie, Paul Néaoutyne, est sur la même longueur d’ondes : « *La seule solution qui permette la paix et la stabilité politique, c’est l’indépendance* ».



Goa (Chauchat ?), comme tous ses prédécesseurs argue du

concept imbécile des Kanaks “victime de l’Histoire”, créé par un Calédonien profondément anti-français et surtout anti-métropolitain. Se présenter en “victime de l’Histoire” est bien dans l’air du temps. Ne sommes-nous pas tous victimes de l’Histoire ?

L’indépendance, selon le président de l’UC, est une question de dignité.

Le rédacteur du discours fait de longues digressions inutiles (historique très biaisé de “l’inéluctable marche vers l’indépendance”), laisse croire à des arrangements possibles (rappel du slogan “*deux couleurs un seul peuple*”, vieille devise de l’UC dont on a vu l’application mensongère depuis 40 ans), passe à la trappe les conséquences économiques et démocratiques du « oui ».

Le discours entonne les sempiternelles rengaines anticolonialistes, enfilant le collier habituel des perles progressistes : décolonisation – conquête de l’identité – récupération des terres – suprématie de la coutume et des traditions ancestrales – constitution d’un État entre les mains du prétendu “peuple premier” – tolérance très contrôlée des communautés n’appartenant pas à ce peuple.

Pour faire avaler la pilule à certains loyalistes crédules, le discours de Goa laisse espérer à la possibilité d’un État associé ou fédéré avec la France. En filigrane, on perçoit : « *T’as qu’à croire !* ».

Tout esprit un tant soit peu consistant comprend que chez les Kanaks, il n’y a de victoire que dans l’indépendance.

Derrière celle-ci pointe déjà le sordide musée des rivalités entre les Kanakystes adeptes d’un gaucho-christianisme fortement racisé et ceux sous la coupe du marxisme et de la Chine totalitaire de Xi Jinping.

Les premiers sont venus prendre quelques semaines de vacances

en Métropole aux frais de la princesse avec visites organisées en Écosse et en Catalogne (tiens donc!), les autres préparent la Kanaky à domicile. Depuis février, les deux tendances ne sont toujours pas parvenues à s'entendre sur la formation d'un gouvernement local après des élections où ils ont eu la majorité grâce à la trahison d'un micro-parti wallisien et la honte démocratique qui fait qu'il faut deux à trois fois plus de voix pour avoir un élu selon que l'on se situe en Province Sud ou dans les deux provinces indépendantistes du Nord et des Îles.

À Paris, des salles de réunion de Matignon à celles de la Rue Oudinot, le bilan de de cette énième rencontre est consternant : racisme des Kanakystes, mollesse stupide des soi-disant Loyalistes et fourberie de l'État français.

Un triangle qui mène la Nouvelle-Calédonie au désastre.

Marcus Graven

Vous pouvez retrouver tous mes articles sur

<https://marcus.tvs24.ru>